

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2006-2007

22 DÉCEMBRE 2006

Proposition de loi visant à interdire le financement de la fabrication, l'utilisation ou la détention de sous-munitions

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES
PAR

M. VAN NIEUWKERKE**I. INTRODUCTION**

La proposition de loi à l'examen a été déposée le 5 décembre 2006. La commission l'a discutée au cours de ses réunions des 20 et 22 décembre 2006.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2006-2007

22 DECEMBER 2006

Wetsvoorstel inzake het verbod op de financiering van de productie, het gebruik en het bezit van submunitie

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIËN EN VOOR
DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER VAN NIEUWKERKE

I. INLEIDING

Voorliggend wetsvoorstel werd ingediend op 5 december 2006. De commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 20 en 22 december 2006.

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président / Voorzitter : Luc Willems.**Membres / Leden :**

SP.A-SPIRIT	Mimount Bousakla, Bart Martens, André Van Nieuwkerke.
VLD	Stéphanie Anseeuw, Margriet Hermans, Luc Willems.
PS	Pierre Galand, Joëlle Kapompolé, Olga Zrihen.
MR	Jihane Annane, Berni Collas, Marie-Hélène Crombé-Berton.
CD&V	Etienne Schouppe, Jan Steverlynck.
Vlaams Belang	Frank Creyelman, Anke Van dermeersch.
CDH	Christian Brotcorne.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Jacinta De Roeck, Christel Geerts, Flor Koninckx, Myriam Vanlerberghe.
Nele Lijnen, Stefaan Noreilde, Patrik Vankrunkelsven, Paul Wille.
Sfia Bouarfa, Jean Cornil, N., Philippe Mahoux.
Jacques Brotchi, Alain Destexhe, Nathalie de T' Serclaes,
François Roelants du Vivier.
Wouter Beke, Mia De Schamphelaere, Hugo Vandenberghe.
Yves Buysse, Nele Jansegers, Wim Verreycken.
Francis Delpérée, Clotilde Nyssens.

*Voir :***Documents du Sénat :****3-1968 - 2006/2007 :**

N° 1 : Proposition de loi de M. Mahoux.
N°s 2 et 3 : Amendements.

*Zie :***Stukken van de Senaat :****3-1968 - 2006/2007 :**

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer Mahoux.
Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE M. MAHOUX

M. Mahoux fait référence aux antécédents de cette proposition de loi : la loi du 30 mars 2000 relative à l'interdiction définitive des mines antipersonnel, la loi du 18 mai 2006 complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, en ce qui concerne l'interdiction des sous-munitions; et le projet de loi visant à interdire le financement direct ou indirect de la fabrication, l'utilisation ou la détention de mines antipersonnel (doc. Sénat 3-834; Chambre n° 51-1879/1).

Vu la production, la détention, la commercialisation et le transport des mines antipersonnel en Belgique, il est tout à fait cohérent d'imaginer que toute forme de financement doit être interdite également.

Par conséquent, il faut donner des clarifications au secteur bancaire. Comment peut-on en effet déterminer quelles sont les entreprises qui fabriquent et transportent des mines antipersonnel et des sous-munitions et quels sont les types de financement qui sont prohibés? Evidemment, le caractère intentionnel doit toujours être retenu. En cas de financement par inadvertance, les banques finançant ces entreprises peuvent être poursuivies sans que le caractère de bonne connaissance de l'action qu'elles auraient commise soit certain. Il y avait donc un problème d'insécurité juridique.

La proposition de loi et les amendements qui y sont joints visent deux objectifs. Le premier est de considérer que, à travers une liste, dont la responsabilité incombe au Roi, il y aurait une clarté par rapport à ce qu'il est interdit de financer. Le deuxième objectif est de déterminer les types de financement visés. Dans un nouvel article 2, qui fait l'objet de l'amendement n° 2, on détermine ce qu'est le financement d'une entreprise qui fabrique des bombes à sous-munitions.

Un texte qui a été voté à la commission des Finances du Sénat et qui vise l'interdiction du financement des mines antipersonnel se trouve actuellement à la Chambre (voir doc. Chambre 51-1879/1). M. Mahoux attire l'attention sur le fait que la présente proposition de loi, qui pourrait régler le financement des mines antipersonnel et des bombes à sous-munitions, pourrait être votée en l'état à la Chambre. Ceci permettrait, par rapport aux deux interdictions qui sont déjà lois (interdictions des bombes à sous-munitions et des mines antipersonnel) d'interdire effectivement leur financement.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

Mme Anseeuw demande qui rédigera la liste visée à l'amendement n° 2 et qui la tiendra à jour. Elle pose

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE HEER MAHOUX

De heer Mahoux verwijst naar de voorgeschiedenis van dit wetsvoorstel: de wet van 30 maart 2000 betreffende het definitieve verbod op antipersoonsmijnen, de wet van 18 mei 2006 tot aanvulling van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, wat betreft het verbod op submunitie; en het wetsvoorstel inzake het verbod op de financiering van de productie, het gebruik en het bezit van antipersoonsmijnen (stuk Senaat, nr. 3-834; Kamer nr. 51-1879/1).

Aangezien de productie, het bezit, het verhandelen en het vervoer van antipersoonsmijnen in België verboden is, is het niet meer dan logisch dat ook iedere vorm van financiering ervan verboden wordt.

Bijgevolg moet de banksector duidelijkheid krijgen. Hoe kan die immers precies weten welke ondernemingen antipersoonsmijnen of submunitie vervaardigen of vervoeren en welke soorten financiering verboden zijn? Men moet natuurlijk altijd rekening houden met het internationale aspect. In geval van onopzettelijke financiering kunnen banken die dergelijke ondernemingen financieren, vervolgd worden zonder dat vaststaat dat zij met kennis van zaken gehandeld hebben. Er heerst dus een bepaalde vorm van rechtsonzekerheid.

Het wetsvoorstel en de bijbehorende amendementen streven een tweevoudig doel na. Het eerste is het opstellen van een lijst door de Koning, waardoor duidelijkheid geschapen wordt over welk soort activiteiten men niet mag financieren. Het tweede doel is te bepalen over welke soorten financiering het gaat. In een nieuw artikel 2, dat ingevoegd wordt door amendement nr. 2, wordt aangegeven wat men verstaat onder financiering van een onderneming die submunitie vervaardigt.

Een tekst die in de commissie voor de Financiën van de Senaat werd aangenomen en die het financieren van antipersoonsmijnen verbiedt, is thans in behandeling in de Kamer (stuk Kamer 51-1879/1). De heer Mahoux vestigt de aandacht op het feit dat het onderhavige wetsvoorstel, dat betrekking heeft op de financiering van antipersoonsmijnen en van submunitie, in de huidige lezing aangenomen zou kunnen worden. Als aanvulling bij de twee verboden die reeds wet geworden zijn (het verbod op submunitie en dat op antipersoonsmijnen) zou dit nu ook de financiering ervan daadwerkelijk verbieden.

III. ALGEMENE BESPREKING

Mevrouw Anseeuw vraagt wie de lijst, vernoemd in amendement nr. 2, zal opstellen en wie ze zal

une seconde question concernant les développements, qui parlent d'un projet de loi discuté en commission de la Chambre : la proposition s'inscrit-elle dans le même cadre ou existe-t-il des différences ?

M. Mahoux répond que c'est le Roi qui constituera cette liste. Par rapport au texte à l'examen à la Chambre des représentants, il s'agit d'un projet de loi qui interdit le financement des mines antipersonnel, mais avec la même problématique qui est posée, à savoir la possibilité de déterminer quelles étaient les entreprises qui les fabriquaient. L'interdiction des bombes à sous-munitions a été votée. La Chambre aurait pu amender le texte sur les mines antipersonnel dans le sens indiqué ici, donc par rapport à une liste qui est dressée. Elle l'aurait fait exclusivement pour les mines antipersonnel. Comme la commission des Finances du Sénat a voté l'interdiction des mines et des bombes, qu'un texte a été déposé sur l'interdiction du financement des bombes à sous-munitions et que le texte sur les mines antipersonnel a déjà été voté, l'attitude la plus simple est de considérer qu'on change la totalité du problème ici. Il faut donc dresser la liste telle qu'elle est prévue dans l'amendement n° 2, ce qui satisfait apparemment l'ensemble des acteurs. Cela concernera également les mines antipersonnel. Par conséquent, la présente proposition de loi, qui constitue un texte complet, devrait être adoptée en l'état à la Chambre. Ceci est lié au fait que l'objet du délit est circonscrit.

M. Steverlynck dit approuver assurément le contenu de la proposition, mais il formule quelques remarques relatives à l'amendement n° 2, qui apporte certaines modifications notables. Le projet de loi visant à interdire le financement de la production, l'utilisation ou la détention de mines antipersonnel est actuellement examiné à la Chambre. Celle-ci pourrait parfaitement insérer dans la discussion les principes contenus dans l'amendement n° 2 et les voter. Pourquoi présente-t-on un texte tout à fait différent, alors qu'en fait, le débat est déjà en cours à la Chambre des représentants ?

M. Van Nieuwkerke reconnaît que cela peut paraître curieux, mais il ajoute que le Sénat travaille peut-être plus efficacement. Le problème fondamental, c'est que les banques ont dit que si elle n'avaient pas accès à la liste, elles étaient responsables. *Netwerk Vlaanderen* a promis au secteur bancaire qu'une liste serait dressée. Il faut donc tenir compte de cette évolution. Cette nouvelle proposition doit être cohérente. Le secteur bancaire est d'accord de travailler sur la base d'une telle liste.

M. Mahoux ajoute qu'il y a un accord informel avec la Chambre des représentants, où les travaux concernant le financement des mines antipersonnel seront interrompus afin de pouvoir aborder le problème de manière globale. En termes d'efficacité, c'est la manière d'avancer le plus rapidement possible.

bijhouden. Een tweede vraag betreft de toelichting, waarin er gesproken wordt over een wetsontwerp dat wordt besproken in de Kamercommissie : ligt deze in dezelfde lijn of bestaan er verschillen ?

De heer Mahoux antwoordt dat de Koning de lijst zal opstellen. De tekst die voorligt in de Kamer van volksvertegenwoordigers verbiedt de financiering van antipersoonsmijnen, maar de aanpak is dezelfde, namelijk dat er bepaald moet kunnen worden welke ondernemingen er produceren. Het verbod op submunitie is goedgekeurd. De Kamer had de tekst op de antipersoonsmijnen kunnen amenderen in dezelfde zin als hier gebeurd is, en dus bepalen dat een lijst moet worden opgemaakt. Dat zou dan uitsluitend voor de antipersoonsmijnen gelden. Aangezien de commissie voor de Financiën van de Senaat het verbod op mijnen en submunitie heeft goedgekeurd, er een tekst is ingediend over het verbod op de financiering van submunitie, en de tekst betreffende de antipersoonsmijnen reeds is aangenomen, bestaat de eenvoudigste oplossing erin dat men hier de gehele problematiek wijzigt. Er moet dus een lijst worden opgemaakt als bepaald in amendement nr. 2, wat blijkbaar voor alle betrokkenen aanvaardbaar is. Die lijst zal ook betrekking hebben op de antipersoonsmijnen. Bijgevolg zou het voorliggende wetsvoorstel, dat een volledige tekst vormt, in de huidige lezing door de Kamer moeten worden aangenomen. Dit houdt verband met het feit dat het voorwerp van het misdrijf afgebakend is.

De heer Steverlynck zegt dat hij zeker akkoord is met de inhoud van het voorstel, maar hij heeft opmerkingen bij het amendement nr. 2, dat een aantal zaken opmerkelijk wijzigt. Momenteel wordt het wetsontwerp inzake het verbod op de financiering van de productie, het gebruik en het bezit van antipersoonsmijnen in de Kamer besproken. De Kamer zou perfect de ideeën van amendement nr. 2 in de bespreking kunnen inbrengen en stemmen. Waarom wordt er een totaal andere tekst gemaakt, terwijl het debat eigenlijk bezig is in de Kamer van volksvertegenwoordigers ?

De heer Van Nieuwkerke geeft toe dat het vreemd lijkt, maar voegt eraan toe dat de Senaat misschien efficiënter werkt. Het grondprobleem van de hele zaak is dat de banken zeiden dat, als ze geen zicht hadden op de lijst, alhoewel ze verantwoordelijk waren. *Netwerk Vlaanderen* heeft aan de banksector beloofd dat er een lijst zou opgesteld worden. Er moet dus rekening gehouden worden met deze evolutie. Dit nieuwe voorstel moet sluitend zijn. De banksector is akkoord om met dergelijke lijst te werken.

De heer Mahoux voegt daaraan toe dat er een informeel akkoord is met de Kamer van volksvertegenwoordigers, waar de werkzaamheden inzake de antipersoonsmijnen worden onderbroken om het probleem op een alomvattende manier te kunnen aanpakken. Voor zover het om efficiëntie gaat, is dit de snelste manier van werken.

M. Steverlynck demande quel est le rapport entre la liste et l'interdiction de participer au financement. Qu'advient-il si une entreprise, tout en ne figurant pas sur la liste, participe malgré tout de l'une ou l'autre façon à un financement interdit? Est-ce possible ou non? Qu'arrivera-t-il si une entreprise déterminée qui ne participe pas vraiment à ce financement se retrouve sur la liste? Quel est le rôle de cette liste? Est-elle exclusive ou exhaustive? Que se passe-t-il si elle est incomplète? Qui est responsable? Comment situer la liste dans l'interdiction de financement globale?

M. Mahoux répond que l'obligation est faite au Roi de dresser la liste. Elle constitue un élément de référence par rapport au genre de l'infraction. Le gouvernement a la responsabilité d'appliquer la liste. Concernant la découverte d'une entreprise qui n'est pas reprise dans la liste, il est clair que cela ne pose aucun problème sur le plan pénal. Il y a évidemment des conséquences sur le plan éthique et il y aura donc adaptation. Il y a une vision assez globale. Le champ pénal est clairement défini; l'interdiction globale est faite. En ce qui concerne le champ moral, la liste va être adaptée.

M. Steverlynck estime que la liste publique proposée peut constituer un élément permettant d'améliorer le contrôle. Si toutefois une entreprise détient une participation dans une autre entreprise qui, au moment envisagé, ne figure pas sur la liste, cela peut poser des problèmes ultérieurement, lors de la publication d'une nouvelle liste.

L'intervenant fait également remarquer qu'il arrive parfois que certaines entreprises, même en détenant moins de 50% du capital d'une autre entreprise, puissent exercer malgré tout un contrôle déterminant. Quel est dès lors l'objectif réel de la liste? Constitue-t-elle un des éléments permettant d'apprécier l'interdiction effective? Quelles en sont les conséquences pénales? Se peut-il que des actionnaires ou des financiers, qui investissent de bonne foi en se fondant sur la liste telle qu'elle est établie à un moment donné, soient par la suite sanctionnés sur la base d'une nouvelle liste d'entreprises?

Concernant la disposition qui figure à l'alinéa 5 de l'article 2, «pour autant que cela soit contractuellement possible», l'intervenant souligne qu'il est toujours possible, en droit contractuel, de procéder à une dénonciation, mais qu'il faut parfois verser une indemnité. La question est dès lors de savoir qui devra se charger de cette indemnisation.

M. Mahoux souligne que l'interdiction est générale. On peut cependant s'interroger quant à son application et quant aux informations dont les entreprises disposent au sujet d'autres entreprises et de leurs produits.

De heer Steverlynck vraagt wat de relatie is tussen de lijst en het verbod van participatie van financiering. Indien een onderneming niet op de lijst staat, maar toch ergens zou participeren in de financiering van hetgeen niet mag, wat betekent dit dan? Kan dit (niet)? Wat indien een bepaald bedrijf op de lijst komt dat eigenlijk niet participeert in die financiering? Wat is de rol van die lijst? Is ze exclusief of exhaustief? Wat als ze onvolledig is? Wie is aansprakelijk? Hoe werkt de lijst in het geheel van het verbod op financiering?

De heer Mahoux antwoordt dat de Koning de taak heeft de lijst op te stellen. Die lijst vormt een referentiepunt wat het soort misdrijf betreft. De regering is verantwoordelijk voor de toepassing van de lijst. Als er wordt ontdekt dat een onderneming niet op de lijst staat, is het duidelijk dat dit geen problemen op strafrechtelijk vlak meebrengt. Er zijn natuurlijk gevolgen op het ethische vlak en er komt een aanpassing. Het gaat om een veeleer alomvattende visie. Op strafrechtelijk gebied is alles duidelijk bepaald; er geldt een algemeen verbod. Wat het morele aspect betreft, is voorzien in een aanpassing van de lijst.

De heer Steverlynck is van mening dat de voorgestelde publieke lijst een element kan vormen ter verbetering van de controle. Wanneer echter een onderneming participeert in een andere onderneming die op dat moment niet op de lijst fungeert, kan er later, bij de publicatie van een nieuwe lijst, toch nog een probleem optreden.

Verder merkt de spreker op dat ondernemingen soms, alhoewel ze minder dan 50% van een andere onderneming bezitten, toch de bepalende controle kunnen uitoefenen. Welke is daarom de effectieve taak van de lijst? Is het een element in het beoordelen van het effectieve verbod? Wat zijn de strafrechtelijke gevolgen hiervan? Kunnen aandeelhouders, financiers, die op basis van de lijst van een bepaald ogenblik, ter goeder trouw een investering doen nadien toch gevat worden op basis van een nieuwe lijst van ondernemingen?

Wat de bepaling uit het vijfde lid van artikel 2 betreft namelijk «voor zover dit contractueel mogelijk is», merkt de spreker op dat het contractrecht bepaalt dat een opzegging steeds mogelijk is maar dat er soms schadevergoeding moet worden betaald. Blijft dus de vraag wie de schadevergoeding zal moeten betalen.

De heer Mahoux merkt op dat het verbod algemeen is. Er kunnen echter vragen worden gesteld naar de toepassing ervan en naar de kennis die ondernemingen hebben over andere ondernemingen en hun producten.

Ces informations sont très importantes d'un point de vue pénal. Pour permettre aux entreprises d'acquérir ces informations, il est dès lors fait référence à la liste publique que le Roi établira.

Quant à la remarque concernant les 50 %, l'intervenant souligne qu'il était nécessaire, pour la mise en œuvre, de fixer une limite déterminée. Il convient que la solution retenue est une solution intermédiaire, mais elle représente sans aucun doute une amélioration par rapport au texte existant, étant donné que celui-ci ne contenait même pas de disposition concernant les entreprises filialisées à 100 %.

M. Steverlynck croit comprendre qu'il est d'office question d'infraction en cas de financement d'une des entreprises qui figurent sur la liste. Ne va-t-on pas trop loin ? *Quid* des entreprises qui figurent sur la liste mais qui n'exercent plus l'activité prohibée ? L'objectif n'est-il pas de rendre possible l'incrimination visée à l'alinéa 1^{er} sur la base de la liste ?

M. Mahoux déclare que l'interdiction générale est claire en soi, mais que son application pose problème. Tout texte de loi est susceptible d'être interprété et il appartient au juge de le faire.

Il faut également tenir compte de la proportionnalité. Il ne fait toutefois aucun doute que le texte de loi et la liste qu'il implique verront le jour et que le pouvoir judiciaire devra en tenir compte.

M. Willems fait remarquer que la liste proposée offre une solution en ce qui concerne la sécurité juridique. Il constate toutefois qu'aucune procédure n'a été prévue pour permettre de radier des entreprises de la liste. Celles-ci devront-elles, à cet effet, s'adresser au Conseil d'État ?

M. Collas déclare n'avoir aucune objection au contenu de la proposition, mais il se demande lui aussi sous quelles conditions il sera procédé à la révision de la liste.

M. Mahoux répond que le Roi est également chargé de régler les modifications à apporter à la liste publique proposée.

M. Van Nieuwkerke déclare que la liste en question constituera une donnée dynamique et sera régulièrement mise à jour. Il espère d'ailleurs qu'elle se raccourcira avec le temps.

M. Willems attire l'attention sur le fait qu'il faut absolument que la liste soit régulièrement adaptée, surtout eu égard à la nature dynamique des activités des entreprises et compte tenu du fait qu'il n'existe pas de véritable procédure de recours, en dehors de la procédure classique devant le Conseil d'État.

In verband met het strafrechtelijke aspect is die kennis dus heel belangrijk. Voor het verwerven van die kennis wordt daarom verwezen naar de publieke lijst die de Koning zal opstellen.

Wat de opmerking over de 50 % betreft, merkt de spreker op dat het voor de toepassing noodzakelijk was om een bepaalde grens te stellen. Spreker beaamt dat het een intermediaire oplossing is. Deze vormt zeker een verbetering ten opzichte van de bestaande tekst aangezien deze zelfs geen bepaling had voor de 100 % gefilialiseerde ondernemingen.

De heer Steverlynck meent te begrijpen dat wanneer men optreedt als financier van één van de ondernemingen die fungeren op de lijst er *d'office* sprake is van een overtreding. Is deze stelling niet te verre gaand ? Wat met de ondernemingen die op de lijst staan maar die de bedoelde activiteit niet meer uitoefenen ? Is het niet de bedoeling om aan de hand van de lijst een bestraffing als bedoeld in het eerste lid mogelijk te maken ?

De heer Mahoux verklaart dat het algemene verbod op zich duidelijk is maar dat er een probleem rijst voor de toepassing ervan. Spreker stelt dat de interpretatiemogelijkheid voor elke wettekst geldt en wordt overgelaten aan de rechter.

Verder moet er ook rekening worden gehouden met de proportionaliteit. Het is echter zeker dat de wettekst met de erbijhorende lijst er zullen zijn en dat de rechterlijke macht hiermee zal moeten rekening houden.

De heer Willems merkt op dat de voorgestelde lijst naar de rechtszekerheid toe een oplossing zal bieden. Echter, de spreker merkt op dat er geen procedure werd voorzien opdat ondernemingen van de lijst kunnen worden geschrapt. Zullen ondernemingen zich hiervoor tot de Raad van State moeten wenden ?

De heer Collas merkt op geen bezwaren te hebben tegen de inhoud van het voorstel. Hij vraagt zich echter eveneens af onder welke voorwaarden de lijst zal worden herzien.

De heer Mahoux antwoordt dat de Koning eveneens de wijzigingen aan de voorgestelde publieke lijst regelt.

De heer Van Nieuwkerke verklaart dat de bedoelde lijst een dynamisch gegeven zal vormen en regelmatig zal worden vernieuwd. Hij uit daarbij de hoop dat deze op termijn korter en korter zal worden.

De heer Willems verduidelijkt dat het een absolute voorwaarde is dat deze lijst regelmatig zal worden aangepast, zeker gezien het dynamische gegeven van de activiteiten van ondernemingen en gezien het gegeven dat geen echte beroepsprocedure, buiten de klassieke procedure via de Raad van State, wordt voorzien.

IV. POINT DE VUE DU MINISTRE DES FINANCES

La proposition de loi, telle qu'elle sera amendée, apparaît comme un complément qui est à la fois utile et souhaitable à la législation existante en matière d'activité économique et liée aux armes. En outre, elle s'inscrit dans le cadre de l'invitation qui a été faite aux États-membres par le Parlement européen en vue de prendre des initiatives législatives adéquates pour interdire aux institutions financières d'investir dans des sociétés qui participent à la mise sur le marché de ces armes considérées comme inacceptables.

En ce qui concerne l'amendement n° 2 qui vise à établir une liste publique des entreprises liées à ces activités prohibées, le ministre remarque que cet amendement d'une part améliore la praticabilité du texte et d'autre part, tient compte des suggestions qui ont été émises par le secteur financier.

Pour ce qui est de l'amendement n° 3, il répond dans les grandes lignes à un avis qui avait été émis par la CETIF (Cellule de traitement des informations financières).

Par conséquent, le gouvernement n'a aucune objection à formuler à l'encontre du texte proposé.

V. DISCUSSION DES ARTICLES

M. Mahoux retire l'amendement n° 1, qui modifiait le titre. Il propose de garder l'objet principal de la proposition de loi, qui est l'interdiction du financement des bombes à sous-munitions et des mines antipersonnel. Le titre doit refléter cet objectif, ainsi qu'il est indiqué dans l'amendement n° 4.

L'amendement n° 2 de M. Mahoux, qui tend à remplacer l'article 2, précise de manière assez claire que le Roi sera chargé de déterminer une liste dans laquelle se trouveront toutes les entreprises qui fabriquent, commercialisent, transportent des bombes à sous-munitions et des mines antipersonnel. D'autre part, cela établira une liste dans laquelle seront identifiées les entreprises qui détiennent 50 % des actions d'une entreprise qui fabriquerait, commercialiserait, transporterait, utiliserait des mines antipersonnel et des bombes à sous-munitions. Il est également indiqué ce qui constitue un financement de ces entreprises.

L'amendement n° 3 de M. Mahoux à l'article 3 élargit aux mines antipersonnel ce qui est dit à propos des bombes à sous-munitions.

IV. STANDPUNT VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN

Het wetsvoorstel zoals het zal worden geamendeerd, lijkt zowel een nuttige als wenselijke toevoeging aan de bestaande wetgeving met betrekking tot economische activiteiten en verband houdend met wapens. Bovendien sluit het aan bij het verzoek dat het Europees Parlement aan de lidstaten heeft gericht met het oog op het nemen van passende wetgevende maatregelen die tot doel hebben financiële instellingen te verbieden om te investeren in ondernemingen die deelnemen aan het in de handel brengen van deze onaanvaardbaar geachte wapens.

Wat amendement nr. 2 betreft, dat ertoe strekt een publieke lijst op te stellen van de ondernemingen die met deze verboden activiteiten te maken hebben, merkt de minister op dat dit amendement enerzijds de tekst beter toepasbaar maakt en anderzijds rekening houdt met de suggesties vanwege de financiële sector.

Amendement nr. 3 houdt grotendeels rekening met een advies van de CFI (Cel voor Financiële Informatieverwerking).

De regering heeft dus geen enkel bezwaar tegen de voorgestelde tekst.

V. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

De heer Mahoux trekt amendement nr. 1 in, dat het opschrift van het voorstel wilde vervangen. Hij stelt voor het bij het hoofddoel van het wetsvoorstel te houden, namelijk het verbod op de financiering van bommen met submunitie en antipersoonsmijnen. Zoals in amendement 4 wordt aangegeven, moet het opschrift dit doel weergeven.

Amendement nr. 2 van de heer Mahoux, dat ertoe strekt artikel 2 te vervangen, stelt vrij duidelijk dat de Koning ermee wordt belast de lijst op te stellen van alle ondernemingen die bommen met submunitie en antipersoonsmijnen vervaardigen, te koop stellen of vervoeren. Ook zal er een lijst worden opgesteld van alle ondernemingen die 50 % bezitten van de aandelen van een onderneming die bommen met submunitie en antipersoonsmijnen vervaardigt, te koop stelt, vervoert of gebruikt. Er wordt ook aangegeven wat de financiering van dergelijke ondernemingen inhoudt.

Amendement nr. 3 van de heer Mahoux op artikel 3 breidt wat over de bommen met submunitie is gezegd, uit tot de antipersoonsmijnen.

L'orateur attire l'attention sur le fait qu'il ne s'agit plus d'une modification de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, mais de la loi du 18 mai 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes.

La présente disposition concerne l'ensemble de la problématique du financement, à savoir la gestion collective de portefeuilles et le secteur bancaire. Par conséquent, l'article 67, § 6, de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement.

Concernant les possibilités d'application, les délits doivent être définis de manière claire. La «liste Mahoux» clarifie la situation pour le secteur bancaire. Les contacts avec les secteurs associatif et bancaire montrent qu'il y a une certaine satisfaction de cette solution qui va permettre à la Belgique de poursuivre son travail par rapport aux instruments de destruction individuelle totalement inadmissibles sur le plan éthique.

Préalablement au vote, M. Steverlynck annonce son intention de s'abstenir. En effet, il continue de trouver singulier que l'on réintègre dans un texte à voter un texte ayant déjà été voté au Sénat et transmis à la Chambre des représentants. Il affirme par ailleurs avoir relevé des ambiguïtés à propos du rôle de la liste. Il s'agit de la problématique pénale du dol spécial (par la liste) et du dol général. Ces observations n'enlèvent rien au fait qu'il souscrit pleinement au principe de la nécessité de prévoir des sanctions.

VI. VOTES

L'amendement n° 4, qui remplace l'intitulé, l'article 1^{er}, l'amendement n° 2, qui remplace l'article 2 initial, l'amendement n° 5, qui insère un nouvel article 2*bis*, l'amendement n° 3 à l'article 3, l'article 3 ainsi amendé et l'article 4 sont adoptés par 10 voix et 1 abstention.

L'ensemble de la proposition de loi ainsi amendée a également été adoptée par 10 voix et 1 abstention.

*
* *

Spreker vestigt de aandacht erop dat het hier niet meer gaat om een wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, maar wel van de wet van 18 mei 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens.

Deze bepaling betreft de gehele problematiek van de financiering, namelijk het collectief beheer van portefeuilles en de banksector. Hierdoor verliest artikel 67, § 6 van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles zijn bestaansreden.

Wat de toepassingsmogelijkheden betreft, moeten de overtredingen duidelijk gedefinieerd worden. De «lijst Mahoux» verduidelijkt de situatie voor de banksector. Contacten met de verenigings- en banksector tonen aan dat men redelijk tevreden is met deze oplossing, die België in staat zal stellen door te gaan met zijn werkzaamheden met betrekking tot ethisch compleet onaanvaardbare individuele vernietigingswapens.

Voorafgaand aan de stemmingen verklaart de heer Steverlynck zich te zullen onthouden. Hij blijft het immers enerzijds vreemd te vinden dat een tekst die reeds in de Senaat werd gestemd en overgezonden werd naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, opnieuw in een te stemmen tekst wordt geïntegreerd. Anderzijds stelt hij onduidelijkheden op te merken betreffende de rol van de lijst. Het betreft de strafrechtelijke problematiek van het bijzonder opzet (via de lijst) en het algemeen opzet. Deze bemerkingen doen niets af van het feit dat hij met het principe dat tot een bestraffing moet worden overgegaan, hij volledig akkoord gaat.

VI. STEMMINGEN

Amendement nr. 4 dat het opschrift vervangt, artikel 1, amendement nr. 2 dat het oorspronkelijke artikel 2 vervangt, amendement nr. 5 dat een nieuw artikel 2*bis* inlast, amendement nr. 3 op artikel 3, het artikel 3 aldus geamendeerd, en het artikel 4 worden aangenomen met 10 stemmen bij 1 onthouding.

Het wetsvoorstel in zijn geheel, aldus geamendeerd, is eveneens aangenomen met 10 stemmen bij 1 onthouding.

*
* *

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 11 membres présents.

Le rapporteur,

André VAN NIEUWKERKE.

Le président,

Luc WILLEMS.

*
* *

**Texte adopté par la commission
(doc. n° 3-1968/5 - 2006/2007)**

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 11 aanwezige leden.

De rapporteur,

André VAN NIEUWKERKE.

De voorzitter,

Luc WILLEMS.

*
* *

**Tekst aangenomen door de commissie
(stuk, nr. 3-1968/5 - 2006/2007)**